

Mindanao (Philippines) : Les minorités victimes des ambitions économiques et des luttes de pouvoir entre clans moros dans la région autonome musulmane

Des populations Lumad sont particulièrement en danger

dimanche 1er octobre 2023, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 1er octobre 2023).

Dans l'île de Mindanao, située au sud de l'archipel philippin, la création en 2019 de la Région autonome Bangsamoro au Mindanao musulman (Bangsamoro Autonomous Region in Muslim Mindanao, BARMM), a constitué un événement particulièrement important dans l'histoire du pays. Elle conclut en effet des décennies de conflits concernant la reconnaissance du droit à l'autodétermination de populations longtemps discriminées et opprimées.

Sommaire

- [Pas de code des peuples \(...\)](#)
- [Peuples indigènes, clans \(...\)](#)
- [La tragédie du typhon Paeng en](#)
- [Redécoupage administratif en](#)
- [Un enjeu de solidarité](#)
- [Pour envoyer des dons](#)

Cependant, BARMM est aussi habitée par des populations chrétiennes venues du nord et du centre de l'archipel, ainsi que par les Lumad [[1](#)], à savoir des peuples indigènes originaires de Mindanao, de croyances religieuses diverses, mais partageant un même mode de vie, attachée à la forêt. Ce sont les Peuples indigènes non Moro (Non-Moro Indigenous Peoples, NMIPs)

Les domaines ancestraux des Lumad côtoient donc, où se situent au sein de territoires revendiqués par divers clans moros. Durant la longue lutte de libération menée, souvent sous forme militaire, par des mouvements musulmans, les Lumad ont demandé que la délimitation de leurs territoires ancestraux soit formalisée d'un commun accord avec leurs voisins et soit reconnue par les autorités, locales, régionales et nationale.

Cela a été finalement le cas au niveau national, mais pas au niveau régional et les deux échelons de responsabilité se sont percutés.

Sur le plan national, la reconnaissance des droits des peuples indigènes Lumad était sur le point d'aboutir quand BARMM a été créée par étapes successives. Les autorités de la nouvelle région autonome, à savoir pour l'essentiel le Front de libération islamique Moro (Moro Islamic Liberation Front, MILF) ont bloqué le processus de reconnaissance.



Pas de code des peuples autochtones

Les droits des peuples indigènes dans le nord de l'archipel, notamment les Igorots, avaient déjà été formellement reconnus par les autorités nationales, mais il avait fallu beaucoup de mobilisation de la part des Lumad, venant notamment en délégation à Manille, et des mouvements philippins qui les soutenaient pour que leur existence soit effectivement prise en compte. La « question musulmane » monopolisait en effet l'attention – au pic des combats, les deux tiers des forces armées philippines ont été envoyées sur ce théâtre d'opérations. La plupart des organisations qui défendaient les Lumad (eux aussi bien souvent victimes de l'armée) ont mené conjointement les campagnes de solidarité envers les peuples indigènes et les populations musulmanes. Elles militaient dans le centre et le sud de l'île pour construire une solidarité active entre « les trois peuples de Mindanao ».

L'expérience est amère : les Lumad se voient aujourd'hui frustrés de la reconnaissance de leurs droits qu'ils étaient sur le point d'obtenir enfin.

Lorsque l'autorité de transition Bangsamoro (BTA) a été mise en place, elle a été chargée de créer les nouvelles institutions des régions autonomes et de rédiger des législations clés ou des codes prioritaires, dont le code des peuples indigènes. Cependant, alors que son mandat a déjà été prolongé, cette législation clé n'a toujours pas été adoptée à ce jour. Au lieu de cela, la BTA a créé le ministère des Affaires des peuples autochtones (MIPA) qui ne reconnaît pas les structures politiques autochtones (IPs) des Tawuray et des Lambangian, mais organise des conseils tribaux, ce qui non seulement délégitime les institutions représentatives existantes des IPS, mais provoque également la confusion et la division au sein des communautés NMIPs [2].

Le 1^{er} Parlement de l'Autorité de transition Bangsamoro (BTA) a publié la résolution n° 38 demandant instamment à la Commission nationale des peuples autochtones de CESSER et d'ABANDONNER le processus de délimitation et la délivrance du certificat de titre de domaine ancestral (CADT) pour les Tawuray et les Lambangian dans la province de Maguindanao le 25 septembre 2019. Pour les NMIP, il s'agit d'un déni de leur droit à la protection de leur *Fusaka Ingëd* (domaine ancestral) et d'une entrave à leur pleine participation à la prise de décision en termes de formulation de plans d'aménagement du territoire, de programmes et d'activités autorisés par la loi sur leur territoire revendiqué [3].

En fait, leur situation tend à nouveau à s'aggraver, comme le souligne un rapport du 23 juin 2023 à la Commission des droits de l'homme [4] auquel se réfère Tata, qui a été engagée auprès des Lumad pendant de nombreuses années. Ce rapport a été préparé par le Timuay Justice and Governance et le Legal Rights and Natural Resources Center. Il indique que ...« les NMIPs continuent d'être confrontés à des conflits et à des violences enracinés dans les litiges fonciers persistants au sein de leurs domaines ancestraux. Depuis 2018, ils ont enregistré un total de 55 meurtres parmi les NMIPs. Les affaires concernant 41 de ces victimes n'ont toujours pas été résolues. En outre, ils ont documenté 10 incidents de déplacements d'au moins 3 468 familles NMIPs entre 2020 et 2022, causés par des harcèlements de la part de bataillons reconnus des Forces armées islamiques du

Bangsamoro (BIAF) et de différents groupes armés locaux, ainsi que par des opérations de l'armée philippine. Si la plupart des personnes déplacées à l'intérieur du pays ont pu rentrer chez elles, les autorités publiques n'ont pas encore assuré leur rétablissement et leur réhabilitation. Les personnes qui ont été contraintes de se cacher en raison des menaces qui pèsent sur leur vie ne sont pas incluses dans le présent rapport. Ces menaces existent parce qu'elles [ces personnes] ont attiré l'attention sur les violations commises à l'encontre de leurs communautés. Ils restent en danger et sans sanctuaire sûr ».

Aux facteurs antérieurs de conflits s'en ajoute de nouveaux, et de taille. Les autorités de BARMM adoptent en effet pour modèle de développement la promotion du tourisme marchand, de l'extractivisme (les ressources minières, pétrolières) et de l'exploitation en grand des forêts [5]. Les domaines ancestraux des Lumad sont ainsi l'objet de la convoitise de puissants intérêts économiques. La question n'est pas nouvelle, mais cette fois-ci, les hommes d'affaires moros entrent en jeu en s'assurant l'appui des autorités locales ou régionales.

Peuples indigènes, clans moros : le Barangay Biarong, un cas d'école

Le barangay [6] Biarong est situé à South Upi (Upi Sud), dans la région de Maguindanao del Sur (Maguindanao du Sud), elle-même partie prenante de BARMM. Les peuples indigènes Lumad Tëduray et Lambangian habitaient cette zone bien avant la création, en 2019, de la région Région autonome Bangsamoro au Mindanao musulman (BARMM). Ils restent aujourd'hui encore majoritaires dans cette localité.

La « Justice et Gouvernance Timuay » (Timuay Justice and Governance, TJG) parle en leur nom [7]. Elle a publié le 21 août dernier une déclaration, qui constitue un véritable cri d'alarme concernant la situation dans certains villages du barangay Biarong [8]. Le clan Maguindanaon [9] moro de Talayan est en effet venu s'installer sur place et compte assurer son pouvoir en se faisant élire à la tête du barangay lors des élections d'octobre prochain.

Le TJG notait dans sa déclaration que ces territoires « *étaient autrefois un lieu de paix pour les Tëduray et les Lambangian, où la vie était abondante et facile en raison de la fertilité des terres.*

Ces populations étaient libres de pratiquer leur culture, leur autonomie tribale, leur langue, leur système de culte et leur système de subsistance (...). Les premiers dirigeants du Barangay Biarong [créé en 1976] étaient les Tëduray, mais dernièrement, ce sont les Maguindanaon qui ont pris le pouvoir, bien qu'ils soient minoritaires dans la localité, mais parce qu'ils ont le pouvoir des armes et des hommes de main qu'ils commandent. »

La situation est d'autant plus volatile que deux dirigeants de ce clan moro aspirent chacun à prendre le contrôle du Barangay et du Sangguniang Kabataan (Youth Council, Conseil de la jeunesse) lors des élections prévues à l'échelle nationale le 30 octobre prochain. Chacun a ses propres groupes armés et leur affrontement a pris un tour violent. Les populations non-moro craignent de se retrouver dans les tirs croisés. Les Tëduray et Lambangian se sont réfugiés dans un barangay adjacent, Lamud, ou dans le centre du Barangay Biarong. Or, le chef de l'exécutif local de South Upi leur ordonnait de retourner dans leurs foyers.

En fait, bien des familles Lumad voulaient revenir chez elles, car il leur fallait récolter le riz, mais elles demandaient des garanties concernant leur sécurité. Ainsi, le TJG réclamait « *instamment* » à toutes les autorités locales, régionales et nationales concernées « *d'intervenir dans la triste situation des peuples indigènes non moro Tëduray et Lambangian dans la région* ».

Ce qui fait la particularité de ce conflit, c'est qu'il oppose deux hommes forts appartenant au même clan, mais les conflits entre clans moros sont monnaie courante. Aux Philippines, les « grandes familles » dynastiques confortent traditionnellement leur pouvoir économique et leur influence politique en s'assurant le contrôle des structures de pouvoir régionales et chaque élection donne lieu à des règlements de compte parfois meurtriers. C'est encore bien plus vrai pour les clans moros dont l'assise économique est plus faible, même s'ils comptent leur lot de milliardaires. Les « assassinats électoraux » entre clans moros peuvent atteindre des sommets inconnus dans le reste de l'archipel.

Maintenant qu'ils ont le pouvoir avec la région autonome et qu'ils adoptent un « modèle de développement » analogue à celui qui prévaut dans l'ensemble de l'archipel ou dans les régions non moros de Mindanao, il est possible qu'avec l'expansion des industries touristiques, minières, pétrolières et forestières, l'enracinement économique des clans moros se renforce qualitativement. Quoi qu'il en soit, l'enrichissement de l'élite sociale moro se fera inmanquablement au détriment des Lumad.

Utiliser le même vocabulaire (domaines ancestraux) pour traiter des revendications des Lumad et des clans moros est trompeur. Ces derniers opèrent dans des sociétés de classe développées où les inégalités sociales sont très grandes. Rien de tel chez les Lumad, peuples des forêts.

Par ailleurs, les divers mouvements moros sont lourdement armés et leur statut a changé avec la création de BARMM, étant pour une part officialisée, en voie d'intégration aux Forces armées des Philippines (AFP). Les grands possédants moros gardent certes leurs milices ou leurs armées privées, mais c'est aussi vrai dans d'autres parties de l'archipel. Les peuples indigènes dont nous parlons ici ont constitué dans leurs territoires des forces d'auto-défense pour se protéger de leurs ennemis – ils sont malheureusement nombreux –, mais il n'y a pas de commune mesure concernant les armements en lices.

Mindanao est le théâtre de multiples conflits armés de nature très variée. Certains peuvent se régler par voie de négociation locales. Des mouvements citoyens aident d'ailleurs à la mise en œuvre de tels processus de paix. Ce n'est pas le cas d'autres conflits, quand les agresseurs ont des ambitions économiques majeures, ou bien des visées militaires (la prise de contrôle de crêtes stratégiquement importantes, par exemple).

La tragédie du typhon Paeng en mémoire

Du 27 au 29 octobre 2022, le typhon Paeng (nommé Nalgae sur le plan international) a frappé les Philippines, avant tout Mindanao (Maguindanao, Cotabato City, Sultan Kudarat, North Cotabato...), affectant près d'un million de personnes. Les populations Tëduray, Lambangian et Mënubo Dulangan dont nous parlons ici ont été durement frappées : 1730 familles touchées, 46 mort.es et 5 personnes disparues. Or, une fois encore, la non reconnaissance des droits de ces peuples indigènes a contribué à la tragédie.

Dès 1996, ces peuples indigènes avaient réclamé auprès des autorités concernées un la délivrance d'un certificat de revendication de leurs domaines ancestraux (Certificate of Ancestral Domain Title, CADT)) ; en vain. Demande réitérée dans le cadre de la loi sur les droits des peuples indigènes (IPRA), sous l'égide de la Commission nationale des peuples indigènes (NCIP). Il a fallu attendre 17 ans pour que, le 2 septembre 2019, ses rapports d'enquête soient soumis au bureau des domaines ancestraux de Manille pour examen et approbation.

Comme nous l'avons déjà noté, le premier Parlement de l'Autorité de transition Bangsamoro (BTA) a

alors exigé de la Commission qu'elle cesse le processus de délimitation des domaines ancestraux des Tëduray, Lambangian et Mënubo Dulangan dans la province de Maguindanao, et qu'elle se *désiste* de ce dossier. Ces peuples indigènes ont quand même maintenu leur action sur le plan légale, en détaillant leurs droits coutumiers et leurs revendications. Ils ont présenté au BTA une résolution (qui n'a pas été adoptée) visant à « *institutionnaliser, promouvoir et soutenir les Gardes forestiers des peuples indigènes dans les zones de domaines ancestraux, en proposant des activités telles que, mais sans s'y limiter, les suivantes : mener des activités de protection des forêts, de surveillance et d'application de la loi en coordination avec les organismes d'application de la loi et les collectivités locales ; coordonner les réunions du Sangguniang Bayan [conseil de la jeunesse] et du conseil du Barangay [unité administrative locale] sur les questions de protection des forêts dans leur zone d'affectation et y assister ; mener des enquêtes sur les occupants des forêts dans leur zone d'affectation ; participer aux réunions, à l'évaluation des activités et aux séances de planification avec les fonctionnaires et le personnel du ministère de l'Environnement et d'autres partenaires xxx. »*

Ils réclamaient aussi que soient clarifiés les champs d'autorité entre le niveau national (NCIP) qui préparait des plans de développement en leur faveur et le niveau régional (MIPA) qui bloquait les procédures. Ils demandaient de même que soit assuré, au sein de BARMM, la pleine participation des structures de gouvernance propres aux Peuples indigènes et de leurs organisations. Ce qui n'a pas été fait. Les autorités locales ont forcé de nombreuses familles à se déplacer au pied du Mt. Minandar, où le risque d'inondation et de glissement de terrain étaient important. [10].

Pour Sonia, avec qui j'ai pu évoquer ces événements, « *il fallait dégager la plage pour assurer sa mise en valeur touristique. Tant pis pour la sécurité des populations locales. Ce ne sont que des Lumad. »*

Leurs droits n'ayant pas été reconnus, les Lumad n'avaient pas les moyens légaux de se protéger.

Redécoupage administratif en 2022

Le 17 septembre 2022, un nouveau découpage de la province de Maguindanao a été adopté par plébiscite. Les politiciens favorables à la division de la province ont fait valoir qu'elle permettrait aux citoyens d'avoir un meilleur accès aux services sociaux de base tels que l'éducation, la santé et les transports avec deux gouvernements provinciaux au lieu d'un seul [11]. Cette initiative a été soutenue par le United Bangsamoro Justice Party (UBJP), le parti politique du Moro Islamic Liberation (MILF), qui estime que cela rapprochera le gouvernement de la population [12].

Ils n'ont pas voulu prendre en compte le fait que les nouvelles frontières administratives traversaient des domaines ancestraux. En effet, la revendication consolidée des domaines ancestraux des tribus Teduray et Lambangian chevauchait les municipalités d'Upi, d'Upi Sud et les parties sud des municipalités de Datu Odin Sinsuat, Talayan, Guindulungan, Datu Unsay, Shariff Aguak et Ampatuan, toutes situées dans la province de Maguindanao. Les NMIPs, et singulièrement les Lumad, étaient majoritaires dans municipalités d'Upi et d'Upi Sud. De fait, avec la division de Maguindanao en deux provinces, leurs voix seront encore plus inaudibles.

Bien qu'ils aient voté contre cette division, les votes des Teduray et des Lambangian ont été marginalisés, car elle a reçu un soutien retentissant. Ce fut un autre facteur aggravant lorsque le typhon Paeng a frappé, moins de trois mois plus tard. Les zones les plus touchées ont été Datu Odin Sinsuat, Datu Blah Sinsuat et Upi. Les relations tendues entre les gouvernements locaux de Maguindanao et le gouvernement de BARMM ont été mises en évidence, y compris dans la recherche d'une aide humanitaire, les premiers préférant demander de l'aide au gouvernement

national [13]. Ces querelles politiques ont donc eu un impact sur la réponse à la catastrophe, en particulier sur ceux qui se trouvaient au Point Zéro du cyclone.

Un enjeu de solidarité

La situation politique s'est relativement normalisée dans une partie de l'archipel, notamment à Manille, bien que les syndicalistes militant.es, les avocat.es des droits humains, les journalistes trop curieux, les défenseurs de l'environnement restent en danger, pouvant être victimes d'hommes de main ou harcelés par la police.

La situation est différente à Mindanao. Dans le passé, mouvements musulmans ou populaires et organisations des Peuples indigènes pouvaient collaborer, au minimum à titre défensif, étant conjointement victimes des opérations de l'armée et de la répression. A l'état de guerre a succédé une longue période de négociations avec le Front de libération national moro (MNLF) et le Front de libération islamique moro (MILF), période durant laquelle la direction du MILF (prépondérante) expliquait qu'il ne fallait pas soulever la question des droits des Lumad « *pour ne pas compliquer le processus de paix* », se rappelle Sonia. Elle laissait alors entendre que la délimitation des domaines ancestraux se ferait une fois leur pouvoir bien établi. Ce n'est pas le cas.

En fait, à Mindanao, explique Sonia, la situation se dégrade aujourd'hui significativement. « *La surveillance des associations qui défendent les droits humains ou sociaux, les libertés, se renforce, laissant planer une menace constante sur les activistes. Le sentiment d'impunité des militaires est total. Ils recourent au "red-tagging", assimilant toutes les personnes visées à des "communistes" et créant un climat de chasse aux sorcières* ».

Pour les raisons invoquées ci-dessus, la situation est spécifiquement précaire sous BARMM et dans les zones habitées par les Peuples indigènes. Les communautés Lumad résidant sur la côte sont particulièrement vulnérables, mais elles sont menacées partout, au nom du développement (capitaliste, extractiviste, prédateur). Un modèle de développement qui ne peut, par ailleurs, qu'aggraver la crise climatique et écologique globale – mais il faut dire que les oligarchies philippines, qu'elles soient chrétiennes ou musulmanes, ne sont pas les seules à se comporter ainsi dans le monde.

« *Nous avons vraiment besoin de solidarité internationale* » conclut Sonia. « *Nous savons que la situation devient de plus en plus difficile pour les classes populaires en France aussi, en Europe, en Amérique du Nord... L'attention internationale se porte sur l'Ukraine, une guerre européenne ! Nous nous sentons solidaires de vous, un sentiment de solidarité réciproque.* »

Pierre Rousset

Pour envoyer des dons

ESSF poursuit sa campagne de solidarité financière en direction de Mindanao. Les dons sont notamment utilisés pour porter assistance aux Lumad.

Les dons peuvent être versés sous forme de chèques (en euros seulement et payables en France),

par virements bancaires directement au compte de notre association, et via Helloasso ou PayPal.

Chèques

Les chèques en euros seulement et payables en France à l'ordre d'ESSF doivent être envoyés à :

ESSF
2, rue Richard-Lenoir
93100 Montreuil
France

Banque :

Crédit lyonnais
Agence de la Croix-de-Chavaux (00525)
10 boulevard Chanzy
93100 Montreuil
France
ESSF, compte n° 445757C

Références bancaires nationales (RIB) :

Banque : 30002
Indicatif : 00525
N° de compte : 0000445757C
Clé : 12
Compte au nom de : ESSF

Coordonnées bancaires internationales :

IBAN : FR85 3000 2005 2500 0044 5757 C12
BIC / SWIFT : CRLYFRPP
Compte au nom de : ESSF

Paypal : vous pouvez aussi transférer vos dons via Paypal : contact europe-solidaire.org

https://www.paypal.com/donate?token=buQz5YbOnUzz5VqhmpkK8OD0lu9htTRJVvgcPQQ4hhX7FE077Ga_XoDBivMuYbjfN4t0avVWu8BOr2cw

HelloAsso : vous pouvez aussi transférer vos dons via HelloAsso (voir la commande placée en page d'accueil) :

<https://www.helloasso.com/associations/europe-solidaire-sans-frontieres/formulaires/1/widget>

En France, ces dons donnent droit à des déductions d'impôt. Il nous faut votre adresse pour vous envoyer un reçu fiscal (adresse en général indiquée sur les chèques).

P.-S.

- Ce texte a été significativement augmenté le 18 octobre 2023. Une carte a été ajoutée le 19 octobre.

Notes

[1] Ce terme collectif ne prend pas de « s ».

[2] Déclaration de la Task Force Barat 2022

[3] Task Force Barat Statement 2022

[4] The Worsening Human Rights Situation of the Non-Moro Indigenous Peoples in the Bangsamoro Autonomous Region in Muslim Mindanao

[5] Voir notamment Galileo de Guzman Castillo, Focus in the Global South, 12 April 2022, disponible sur ESSF (article 63565), [Philippines : Inward Flows And Undertows : Investments In The Bangsamoro](https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63565) :
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article63565>

[6] Le barangay est la plus petite unité administrative locale aux Philippines.

[7] La TJP constitue le cadre d'auto-gouvernance des Lumad qui a longtemps opéré de façon clandestine, avant de se laisser voir. Elle régule la vie collective et rend la justice selon les règles propres des Lumad.

[8] Voir la traduction française sur ESSF (article 67850), [Mindanao \(Philippines\) : Situation désespérée des peuples indigènes non-Moro](https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article67850) :
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article67850>

[9] Originaire de la province de Maguindanao

[10] Task Force Barat, ESSF (article 68043), [Mindanao \(Philippines\) - Tragédie du typhon Paeng à Tëduray et Lambangian Fusaka Ingëd : Un témoignage de la négligence et du retard dans le traitement de la délimitation des domaines ancestraux](https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article68043)
<https://www.europe-solidaire.org/spip.php?article68043>

[11] <https://www.rappler.com/nation/mindanao/results-maguindanao-plebiscite-2022/>

[12] <https://newsinfo.inquirer.net/1658439/milf-political-party-urges-supporters-to-back-maguindanao-split>

[13] <https://www.mindanews.com/peace-process/2022/11/disasters-and-transitions-in-the-bangsa-moro-learning-and-teaching-moments-1/> ;
<https://www.mindanews.com/peace-process/2022/11/disasters-and-transitions-in-the-bangsamoro-learning-and-teaching-moments-2/>